

L'Ecole fondamentale du SNI puis du SNI-PEGC

La « thèse de l'Ecole fondamentale » a pris corps au congrès du SNI de Nantes en 1971. En 1973, le projet a été vulgarisé par une brochure éditée par SUDEL à 20 000 ex. Au début de l'année 1977, une réédition, substantiellement revue au niveau des arguments, a été publiée.

Son principal auteur est Guy Georges (secrétaire général de 1974 à 1982). Le projet d'E.F. a été la colonne vertébrale du projet revendicatif du SNI puis du SNI-PEGC et de la FEN jusqu'en 1983. Ce projet se présentant comme une « refondation de l'école », élaboré par les dirigeants du plus puissant syndicat de la FEN, très représentatif des instituteurs et PEGC, intervient dans un certain contexte général.

LE CONTEXTE

- Fin du grand mouvement de transition des ordres d'enseignements (primaire, secondaire, technique) aux degrés, mettant sur le devant de la scène le second degré, notamment son 1^{er} cycle qui est en train de devenir le cœur du système éducatif (voir courbe de l'évolution des effectifs).
- Massification du second degré, reconnue par l'ordonnance de 1959 portant la durée de l'obligation scolaire à 16 ans, et prise de conscience de l'importance de l'échec scolaire, en même temps que du chômage des jeunes (fin des 30 Glorieuses en 1973).
- Réforme fondamentale des structures des établissements s'adaptant à cette évolution: création du collège correspondant à l'école moyenne (d'abord le CES de la réforme Fouchet (1963) avec ses 3 filières qui doit faire disparaître à terme aussi bien les 1^{ers} cycles des lycées que les collèges d'enseignement général (anciens cours complémentaires), auquel succédera le collège unique Haby (1977) (voir schéma des étés).
- Après 68, attentes fortes des professions enseignantes pour la revalorisation de leur métier (matérielle et morale) et attentes fortes des parents (pas seulement de leurs organisations) pour l'avenir de leurs enfants. Jamais il n'y a eu autant de livres et d'articles sur l'école qui devient un grand débat de société. Les partis politiques, notamment de la gauche, soit à titre individuel (PCF puis PS), soit dans le cadre du programme commun de la gauche, se préoccupent de la question de la démocratisation de l'école en élaborant des programmes spécifiques. Partis et syndicats de la FEN s'influencent mutuellement.
- Débats et combats dans la FEN – pas nouveaux au demeurant – entre les deux plus importants syndicats, SNI et SNES, sur projets d'école et formation des maîtres, dont l'âpreté est augmentée par des enjeux de pouvoir après le tournant de 1967 (SNES à majorité UA), âpreté visible à travers la menace d'exclusion du SNES et du SNEP de la FEN au congrès fédéral dit « du Manifeste » en 1973.
- Nécessité de répondre aux initiatives de réformes du pouvoir politique (statut des PEGC de 1969, projet de réforme Fontanet en 1973 puis réforme Haby en 1975, projet de professeur de collège breveté de Beullac en 1978, annonce de la fin du recrutement des PEGC en 1981 par Beullac).

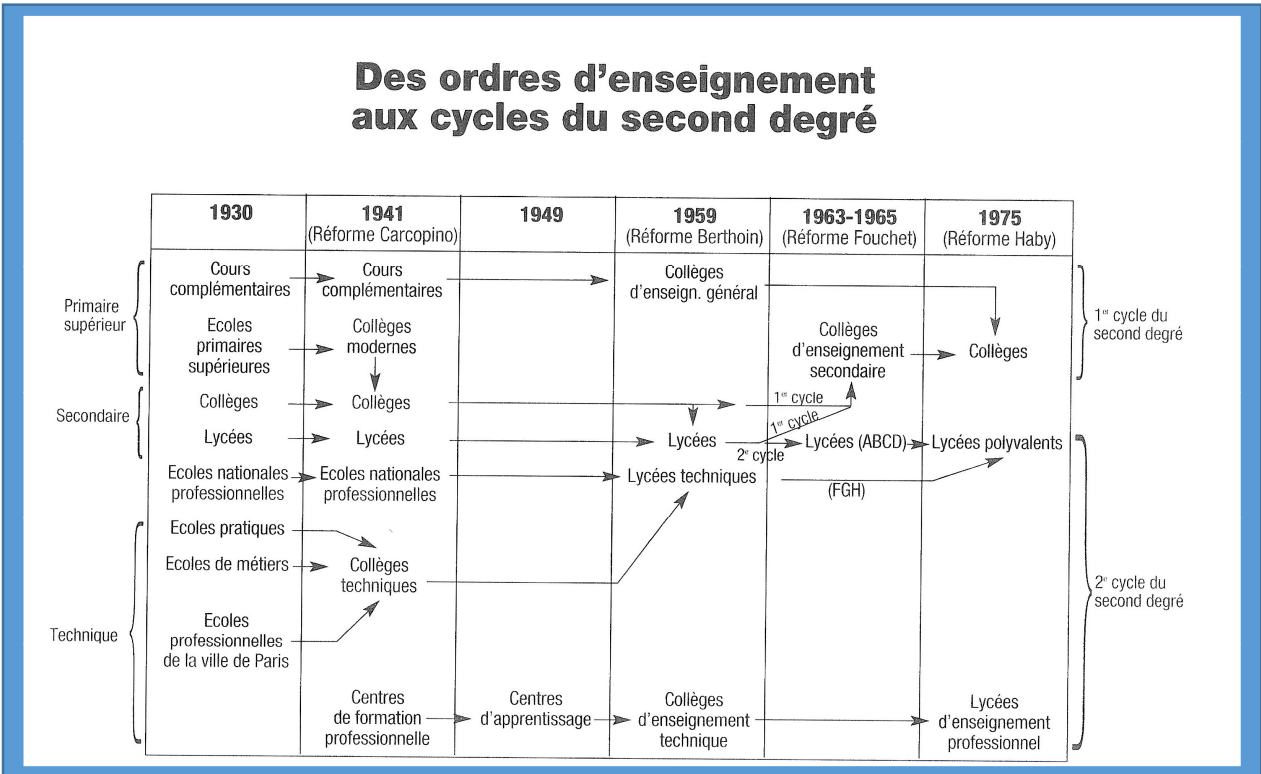
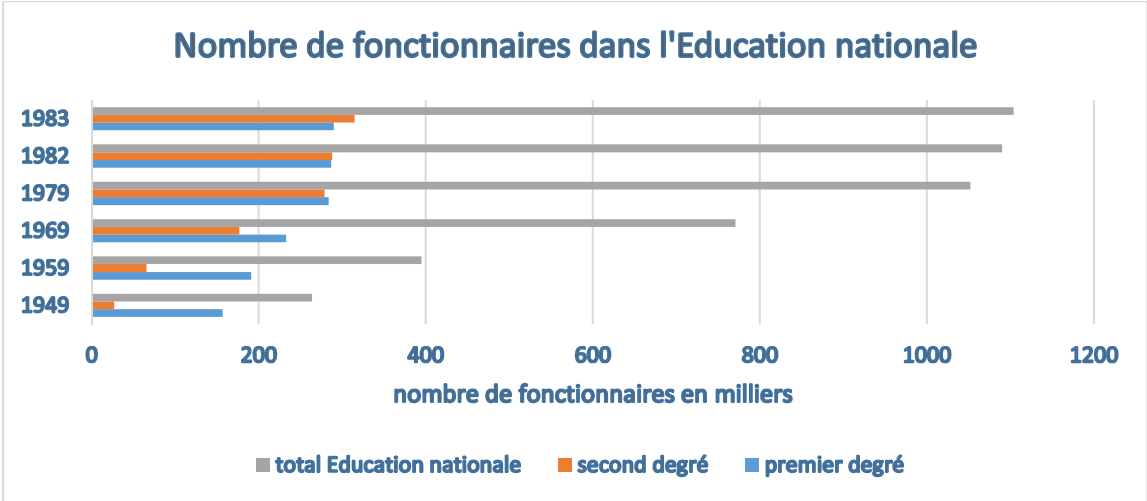
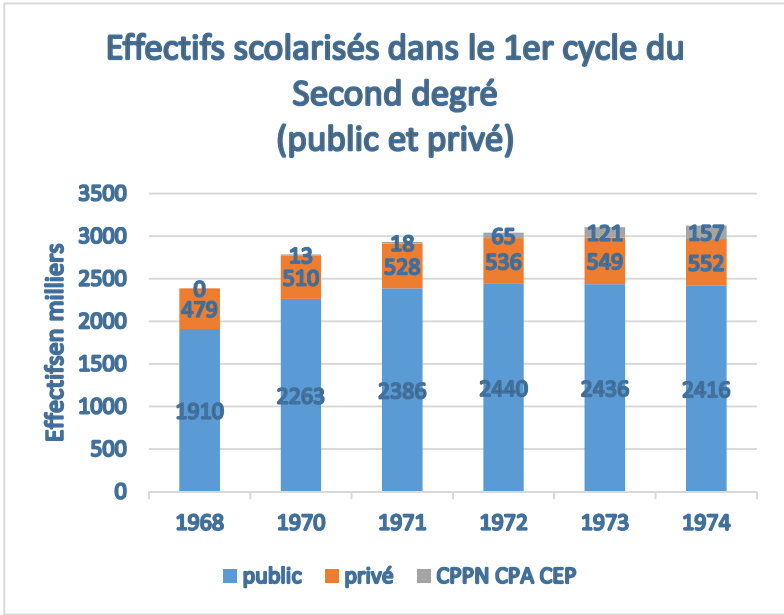
COMMENT FAIRE DU NEUF ?

Le SNI et la majorité ID puis UID de la FEN cherchent à reprendre l'initiative après le choc de 68 qui les ont ébranlés.

- La thèse du SNI se présente comme la seule réponse pour démocratiser l'école, dans la continuité de l'œuvre de Jules Ferry et des « hussards noirs » de la République, en mettant l'accent sur la réussite historique de l'ordre primaire (EPS et CC) aux XIX^e et XX^e s.. Le projet revendique aussi de se situer dans la continuité du Plan Langevin-Wallon, emblématique du programme des forces unies dans la Résistance (1^{er} cycle du 1^{er} degré de 7 à 15 ans). En réalité le plan avait résulté d'un compromis entre SNI et SNES dans le domaine de la formation des maîtres (maîtres des matières communes et maîtres des matières spécialisées) (voir schéma).

Récupération des héritages donc, pour réaliser l'égalité des chances avec un plan moderne (s'appuyant sur des travaux scientifiques sur la psychologie de l'enfant, les exemples des pays scandinaves et socialistes) mais pragmatique (expérience des instituteurs) et réaliste (partir de l'existant pour une mise en œuvre par étapes).

- Bousculer les conservatismes de tout poil: les défenseurs du secondaire élitiste et bourgeois défendu non seulement par la Société des agrégés et le SNALC mais aussi par le SNES, comme par le pouvoir pompidolien puis giscardien qui ne cherchent à réformer que pour moderniser la fonction de reproduction sociale de l'école.



LES PILIERS DU PROJET

- Une structure cohérente de la scolarité obligatoire de 6 à 16 ans: unité et continuité, pas de coupure entre l'école et le collège, et un collège unique accueillant tous les élèves.
- L'intérêt de l'enfant au centre: affirmation de leur diversité biologique et de la nécessité de révéler leurs aptitudes. "A chacun son rythme" suivant sa "ligne de pente", d'où remise en cause des notions de niveau, de retard et d'échec scolaires.
- L'objectif n'est pas de former des "puits de sciences" mais de donner des connaissances de base et surtout d'apprendre à apprendre de nouvelles connaissances et d'éveiller la pensée et le goût. D'où la nécessité de refondre les programmes dans une continuité école-collège.
- Le maître unique de l'école fondamentale qui a la charge de la masse des enfants de 6 à 16 ans. Formé à bac +3 dans des centres de formation départementaux (écoles normales "réadaptées"), dans la continuité de la formation de l'instituteur et du maître de CEG, dont le PEGC est aujourd'hui le modèle. Une formation polyvalente avec un enseignement de base commun comportant un groupement mathématiques et scientifique, un groupement littéraire et un enseignement de langues vivantes avec des options pour transformer ces enseignements en dominantes. Importance de la formation à la biologie et à la psychologie avec des stages en situation pour développer l'observation des élèves.

LES CRITIQUES ET PROPOSITIONS DU SNES ET D'UNITÉ ET ACTION

- Un projet déconnecté d'une analyse de la crise de l'école, partie de celle de la société, en mettant au centre un élève mythique.
- Un projet ne permettant pas une réelle démocratisation de l'école mais motivé par la revalorisation (morale et matérielle) de la condition de l'instituteur, au rôle historique idéalisé.
- Une interprétation tendancieuse du projet Langevin-Wallon qui se fixait pour objectif la transformation profonde de la société en fixant notamment la durée de la scolarité obligatoire à 18 ans et la formation de tous les maîtres à l'université avec la licence. Une volonté de couper le second degré en deux en séparant nettement les deux cycles.
- La négation du retard et de l'échec scolaires en s'appuyant sur l'inégalité des aptitudes; des exigences minimales de connaissances et l'accent mis sur le rôle d'« éveilleur » et d'accompagnateur de l'élève.
- La fausse solution du maître unique polyvalent non formé à l'université en 3 ans seulement; à terme il s'agit de chasser les agrégés et même les certifiés du 1er cycle (enjeu de pouvoir dans la FEN).
- La preuve: la position du SNI plutôt favorable au projet Fontanet (1973) et l'appui du SNI-PEGC au projet de professeur breveté de collège de Beullac (1978)

Les propositions du SNES et d'U-A

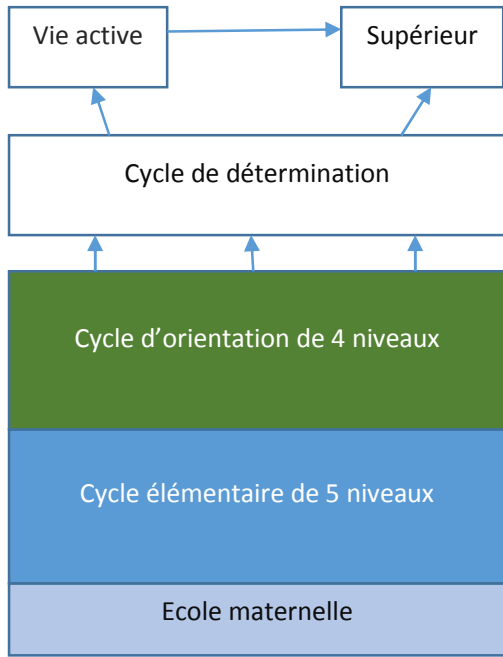
- la plateforme des syndicats de la FEN (SNES, SNEP, SNESup, SNPEN et SNETAP) sur la formation des maîtres (1971-1973) : intégration à l'université de la formation initiale de tous les maîtres et unification dans un premier temps de celle des maîtres de la 6^e à la terminale à bac +5 avec maîtrise universitaire ; association de la formation pédagogique et de la formation scientifique dans la discipline enseignée ; garantie de la formation permanente à tous.
- le projet d'« Ecole progressive » du SNES (mis en forme en 1981) mais plus ancien en fait. Le plan Langevin Wallon est un guide pour ce projet fondé sur la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans permettant la réussite de tous avec un enseignement de qualité pour tous formant l'Homme, le citoyen et le travailleur. La lutte contre l'échec et le retard scolaire avec des procédures de soutien et de rattrapage est centrale, pour permettre à tous les enfants une orientation progressive qui ne s'affirme qu'après la seconde. Dans les années 1980, accent de plus en plus fort mis sur la diversification permettant la multiplication des voies de la réussite.

LES ÉVOLUTIONS DU PROJET D'E.F.

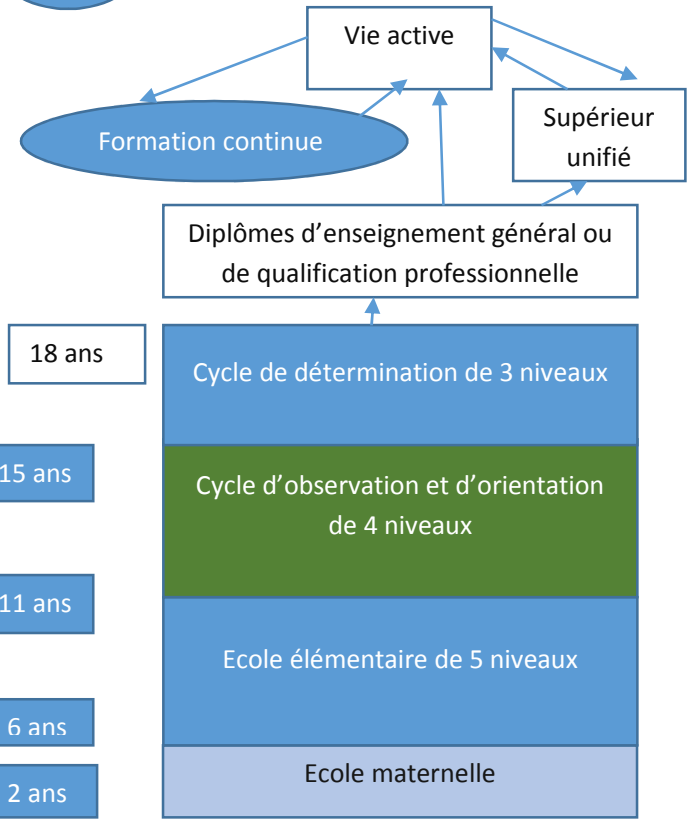
Devant les critiques d'UA, du SNES et du PCF, l'argumentation évolue mais la trame fondamentale demeure: faire la comparaison entre les brochures 1973 et 1977.

Pour être acceptable par le PS (voir journée des enseignants de 1975 et communiqué commun SNI-PEGC-PS de 1979) et les autres syndicats à majorité UID de la FEN et la minorité UID du SNES, le projet d'EF s'insère dans celui de l'Ecole permanente de la FEN (1977) (voir schéma de 1982).

On passe d'un niveau de formation à bac +3 des maîtres de l'EF à celui de la maîtrise spécifique (congrès juillet 1981). De fait, après 1983, le projet d'EF est abandonné par le SNI-PEGC (corps unique avec « corps comparables » dont celui de professeur du 1^{er} cycle - congrès 1987) et par la FEN (projet d'école de l'an 2000 - congrès de La Rochelle 1988).



Ecole Fondamentale du SNI (1977)



Ecole de l'éducation permanente de la FEN (1981)

